

Le déclin de l'Empire : Contexte historique (source : Le Monde diplomatique)

Au XIX^e siècle, l'Empire ottoman cherche à se moderniser tout en faisant face à plusieurs menaces. A partir de 1839, le sultan Abdulmejid I^{er} ouvre l'ère des Tanzimat (« réorganisation »). Inspirées par le modernisme européen, les réformes cherchent à donner une structure administrative et juridique moderne à l'État ottoman et à renforcer son efficacité. Face à la montée des revendications des minorités ethniques ou religieuses, l'égalité des droits et la liberté de culte sont proclamés en 1856, mettant théoriquement fin à la domination musulmane. L'économie s'ouvre au monde et des investissements importants sont consentis pour créer des infrastructures et des industries, dans un territoire qui n'a pas pris part à la révolution industrielle. Il faut pour cela faire appel au financement des puissances européennes : l'Empire entre ainsi dès les années 1850 dans le cercle vicieux de l'endettement.

L'ouverture de l'Empire permet aux Européens d'y étendre leur influence. Sur le plan économique, ils prennent grâce à la dette le contrôle d'une part grandissante des ressources de l'État, et s'implantent par le biais des banques et des entreprises industrielles. Sur le plan territorial, les appétits déjà anciens des puissances s'aiguisent. La France et la Grande-Bretagne s'emparent des possessions les plus lointaines de l'Empire, de l'Algérie (1830) à la Tunisie (1881) et à l'Égypte (1882). En Europe, puissances soutiennent les revendications nationales des populations chrétiennes. Après l'autonomie accordée à la Serbie dès 1816, la Grèce devient indépendante en 1830, et la Roumanie devient autonome en 1859.

L'année 1876 semble marquer l'apogée de la modernisation, avec l'accession au trône du sultan Abdulhamid II, qui octroie une constitution et crée un parlement. La défaite de 1878 face à la Russie met rapidement fin à cette libéralisation du régime. Le traité de Berlin accorde en effet l'indépendance à la Serbie et l'autonomie à la Bulgarie, tandis que la Bosnie est occupée par l'Autriche-Hongrie. La Roumanie devient totalement indépendante en 1881. Face à ces échecs, le sultan réagit en mettant fin au régime constitutionnel et en instaurant un régime despotique sur les territoires que l'Empire contrôle encore. Avec ces défaites successives, le sentiment national turc s'affirme, doublé d'une hostilité croissante à l'égard des populations chrétiennes. En Anatolie, les Arméniens sont particulièrement visés et subissent entre 1894 et 1897 des massacres qui font plus de 200.000 morts.

Le régime d'Abdulhamid suscite une opposition de plus en plus importante dans l'ensemble des communautés. En 1908, une révolution est déclenchée dans la partie européenne de l'Empire et porte au pouvoir le Comité « Union et progrès », ou parti « Jeune-Turc. » Il se propose de restaurer les libertés constitutionnelles et de renforcer l'État ottoman. Celui-ci subit pourtant de lourdes défaites lors des guerres balkaniques (1912-1913), qui aboutissent à la perte de presque toutes ses possessions européennes. Les idéaux démocratiques des Jeunes-Turcs cèdent le pas à un fort ressentiment national turc et à un régime dictatorial.

Bien qu'affaibli, l'Empire entre en guerre aux côtés de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de la Bulgarie en octobre 1914. Les Arméniens, présentés comme l'ennemi intérieur allié de la Russie et des Occidentaux, sont arrêtés, déportés et massacrés : au moins 1,2 million d'entre eux périssent entre 1915 et 1917. À partir de 1917, son armée ne peut résister à la pression des armées alliées. Face à la débâcle de ses alliés européens, l'Empire doit accepter l'armistice de Moudros le 30 octobre 1918.

Les Jeunes-Turcs abandonnent le pouvoir, laissant un gouvernement très affaibli négocier la paix avec les Alliés. Le traité de Sèvres, signé le 10 août 1920, réduit l'Empire à une partie de l'Anatolie et à Constantinople, plaçant une large partie de son territoire sous contrôle européen. Un mouvement nationaliste refuse ces conditions et se rebelle contre le gouvernement du sultan. Mustapha Kemal, général et héros de la Première Guerre mondiale prend la tête de ce mouvement, qui établit sa capitale à Ankara. L'armée de Kemal combat victorieusement les Grecs, les Arméniens et les Français de Turquie et reprend le contrôle de l'Anatolie. En position de force, le gouvernement kémaliste contraint en novembre 1922 le sultan. Seul maître du pays, le régime kémaliste négocie avec les Alliés le traité de Lausanne, qui assure l'indépendance de la Turquie. La république de Turquie, État national unifié, est proclamée le 29 octobre 1923, mettant définitivement fin à l'Empire ottoman.